

**Union européenne - Déclaration de
la Haute représentante, au nom de
l'Union européenne, à l'occasion de
la Journée internationale des
peuples autochtones du monde**
(Bruxelles, 08 août 2018)

À l'occasion de la Journée internationale des peuples autochtones du monde, nous saluons la contribution des peuples autochtones à la diversité et la richesse des civilisations et des cultures et, assurément, à notre patrimoine commun. Nous saisissons également cette opportunité pour faire le bilan des nombreux résultats obtenus en termes de reconnaissance et de concrétisation de leurs droits et pour définir les actions encore à entreprendre par la communauté internationale pour que les droits de l'homme soient universellement appliqués sans aucune discrimination.

De plus en plus d'actes d'hostilité, de violence et de représailles sont perpétrés à l'encontre des défenseurs des droits des peuples autochtones et de l'environnement, notamment contre la rapporteuse spéciale des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, Victoria Tauli-Corpuz. Nous sommes vivement préoccupés par le nombre de meurtres dont sont victimes ces défenseurs, estimé à quatre par semaine dans le monde. Les autorités des pays où de tels actes sont commis devraient redoubler d'efforts pour protéger les militants et veiller à ce que les coupables soient traduits en justice.

Le problème de l'accaparement des terres, qui se pose avec de plus en plus d'acuité, doit également être traité d'urgence. Chaque jour quelque part dans le monde, les peuples autochtones sont dépossédés de leurs terres, territoires et ressources ancestrales.

La responsabilisation et la bonne gouvernance sont essentielles à une gestion durable des terres, des ressources et de l'environnement ainsi qu'à un accès équitable à la propriété foncière. C'est la raison pour laquelle l'Union européenne soutient les programmes et les projets de gouvernance foncière dans 40 pays du monde avec un budget total de 240 millions d'euros. Les efforts déployés en Colombie ont conduit à l'attribution de titres de propriété collective sur 280.000 hectares aux communautés autochtones.

L'Union européenne est fermement convaincue que le respect des ressources et des droits fonciers coutumiers des peuples autochtones sont indispensables au développement durable et à la paix. Cette année, nous accorderons 6,9 millions d'euros à la Land and Forest Tenure Facility, qui est dédiée à la sécurité et aux droits fonciers des peuples autochtones et des communautés locales. Un montant supplémentaire de 5 millions d'euros sera consacré aux défenseurs des droits de l'homme et aux organisations qui oeuvrent dans le domaine de l'accaparement des terres, du changement climatique et des droits des peuples autochtones.

Nous continuerons de défendre les peuples autochtones et de les soutenir afin qu'ils puissent conserver leur culture, leur identité et leur mode de vie, qui font partie de notre culture, notre identité et notre mode de vie communs./.